

« La Voix des délaissés », du P. Jean Maroun Hélou : constat irrécusable d'une double démission

Privés de développement, beaucoup de villages chrétiens de la périphérie dépérissent et se vident. L'Église a cessé d'être agent de développement, sans que l'État ne la remplace.

Fady Noun, pour Solidarité Liban-Suisse, 19 août 2015.

Faut-il désespérer de l'Église maronite comme agent de développement? À écouter le P. Jean Maroun Hélou (40 ans), prêtre maronite au sein de l'archevêché de Beyrouth et membre de l'Association des prêtres du Prado, il faut croire que oui. Sans développement, loin de la capitale, une Église se meurt et beaucoup de villages chrétiens dépérissent et se vident.

Étoffe de serviteur, yeux pétillants, cet homme lucide aussi plein de colère que de tendresse, a consacré au sujet en question son mémoire de master à l'École libanaise de formation sociale de l'USJ. Il l'a significativement intitulé La voix des délaissés (*).

L'ouvrage, structuré et bien documenté, traite des « représentations sociales du rôle de l'Église maronite dans le développement territorial de trois villages : Debel, Aïn Ebel et Kaouzah », situés à la frontière israélienne, dans le caza de Bint Jbeil. Ce sont trois des quatre localités maronites de cette région, le quatrième étant Rmeich. Il est préfacé par Antoine Wakim, sous-directeur général de l'Institution maronite pour le développement, qui écrit : « Le RP Jean Hélou a choisi un sujet délicat, pertinent et d'actualité (...) il pose la problématique du sous-développement des populations chrétiennes installées dans des régions limitrophes éloignées, quelquefois isolées et souvent oubliées par un État quasi absent. Cette situation tragique est en train malheureusement de s'étendre lentement mais sûrement à d'autres villages et petites villes.»

Inscrite dans la mémoire

« J'ai cherché, à partir de la représentation sociale des fidèles, à parler du rôle de l'Église comme agent de développement et à déterminer concrètement combien cette représentation correspond à la réalité », explique le P. Jean Hélou. « La représentation sociale a une histoire, elle est inscrite dans la mémoire des fidèles, enchaîne-t-il. Elle vient d'une longue tradition de travail de la terre, de bonification des terres cultivables, de fondations d'écoles, d'universités, d'hôpitaux, de dispensaires. Le rôle de l'Église maronite à travers l'histoire a été existentiel, et pour le peuple de fidèles, le développement a été chose fondamentale. Ils ne se résignent pas à voir aujourd'hui cette Église se limiter à organiser des partages d'Évangile.» « Notre histoire est particulière, reprend le prêtre. En Europe, l'État est clairement l'agent de

développement. Au Liban, l'Église a été antérieure à l'État comme agent de développement, puis l'État est venu. Mais la transition entre l'un et l'autre ne s'est pas produite. L'Église a cessé d'être agent de développement, sans que l'État ne la remplace.»

Une attente active

« L'attente des fidèles est une attente active, non passive, explique le P. Jean Hérou. Les gens sont prêts à s'impliquer. Ils considèrent que l'Église est leur Église. Ils veulent tout simplement que l'Église applique ce qu'elle enseigne, ni plus ni moins.»

« Je pensais, en entreprenant ma recherche, que j'allais me heurter à beaucoup d'irréalisme, d'utopie, de leur part. J'ai été étonné de constater qu'au contraire, les gens sont en général très réalistes dans leurs attentes. En outre, beaucoup insistent sur le rôle de l'Église comme agent de croissance spirituelle. Ils sont parfaitement conscients que sans valeurs chrétiennes, sans l'amour, sans solidarité, rien n'est possible. Qu'il s'agit là d'un des volets essentiels du développement.»

« Même sur le plan des rapports islamo-chrétiens, les fidèles ont leur avis, insiste le prêtre. Croissance démographique, flux d'argent, lutte d'influence, géopolitique, tout pèse aujourd'hui sur les rapports islamo-chrétiens. Que faites-vous, musulmans, pour aider ce village chrétien isolé dans un environnement différent à rester confiant ? Voilà comment doit être dirigé le dialogue, et non vers des déclarations de salon. Car le confessionnalisme empêche bien des projets de développement.»

Programmes plaqués de l'extérieur

Face à ces attentes, que fait l'Église? « Bkerké a créé une institution patriarcale pour le développement. Son sous-directeur général, Antoine Wakim, a préfacé mon livre, mais on attend toujours les projets, déplore le P. Jean Hérou. Concrètement, ce sont des ONG qui s'emploient à combler l'absence de l'État, mais les programmes proposés sont souvent plaqués de l'extérieur. »

« On vient, on jette deux ou trois millions de dollars, et on part. Le projet s'arrête », commente le prêtre, qui cite en exemple des projets inaboutis de production d'huile, de percement de routes, de coopératives agricoles, d'écoulement de produits. « En outre, ajoute-t-il, les parties qui s'impliquent dans le développement ne travaillent pas directement avec l'Église. Il y a là-dessus un veto. »

Principe de subsidiarité

« Sachant cela, enchaîne-t-il, l'Église devrait appliquer le principe de subsidiarité, créer des associations intermédiaires, des coopératives, des associa-

tions de développement, comme le fait par exemple l'association Amel. Elle n'en fait rien. Or sans projets, croyez-moi, il ne restera personne dans nos villages. Cette voix doit se faire entendre à l'intérieur de l'Église. »

« L'évêque maronite de Tyr, Nabil el-Hage, est un homme d'action, corrige le prêtre. Mais un évêque ne peut être agent de développement à lui tout seul. Il y faut une communauté. Or le haut clergé, comme corps de gouvernement, est passif sur ce plan. Il n'y a ni projets ni intentions d'en créer. Le souci pastoral pour les fidèles (le hamm qui déclenche la prise de décision) est absent. Reste les écoles, dit-on ? Or l'école catholique n'est plus aujourd'hui agent de développement, mais d'appauvrissement. Les soins hospitaliers aussi. »

« Rien, rien du tout... »

Pour réussir dans sa mission de développement, l'Église doit créer dans chaque région un conseil pour le développement, recommande le P. Jean Hélou, en homme de terrain, en conclusion de son livre. Elle doit réaliser des études de besoin dans les différents secteurs, créer des comités de spécialistes pour l'exploitation des wakfs, analyser les obstacles au développement, tels que la sécurité, les relations et conflits dans le village, organiser des formations avec des professionnels, encourager l'enseignement technique, etc. Il y a urgence, reprend le prêtre. Sans développement, des villages vont continuer à disparaître. Ce qui est vrai pour Aïn Ebel, Debel et Kaouzah est vrai ailleurs.

En accueillant le patriarche maronite qui visitait la Békaa, Mgr Justinien Safar, évêque syriaque-orthodoxe de Zahlé, le pressait d'intervenir en faveur de villages chrétiens de la région qui, sans développement, vont dépérir et se vider. Il n'y a déjà plus de chrétiens à Arab Salim, à Kaouzah, dans les villages mixtes du Chouf, à Bnaafoul (est de Saïda), précise Jean Hélou. Ailleurs, comme à Aïn Ebel ou Debl, leur nombre diminue avec les années.

« Le patriarche a visité ceux qui ont fui en Israël. C'est parfait, dit à contre-courant le P. Jean Hélou, mais que fait-on pour ceux qui sont restés ? Rien, rien du tout. »

Fady Noun, pour Solidarité Liban-Suisse, 19 août 2015.

(*) Éditions Saër el-Machrek.